



Syndicat CGT Finances Publiques Haute-Corse

BASTIA, le mercredi 19 novembre 2014

Déclaration CTL du 19 novembre.

Mettre fin aux suppressions d'emplois et aux diminutions de moyens à la DGFIP ; une nécessité absolue !
Pour le maintien et le renforcement des services de proximité en Balagne. Refusons cette réforme qui se fait sur le dos des agents, des usagers et des collectivités locales.

Les dernières annonces concernant de nouvelles réductions de moyens dans notre ministère, pour financer le fameux pacte de responsabilité Hollande/Gattaz auront des conséquences dramatiques notamment budgétaires. Alors que des milliards d'euros s'envolent chaque jour dans les paradis fiscaux comme au Luxembourg ou même en Suisse par le comportement de certains parlementaires récemment démasqués, réduire les moyens de la DGFIP est injustifiable, dangereux et irresponsable.

Pour les collectivités locales les baisses de dotations sont tout aussi dévastatrices. L'union régionale CGT a d'ailleurs pris position concernant les propositions de la CTC sur son projet de pack fiscal Corse qui se traduirait par une pression fiscale accrue sur les ménages et un allègement sur le capital et les entreprises. **La CGT s'oppose aussi au choix de la CTC de voter une augmentation de la TICPP de 2,5 centimes sur les carburants au 1^{er} janvier 2015. Augmentation régionale qui s'ajouterait aux hausses votées au plan national.**

Pour en revenir à la DGFIP, **les récentes CAPL sur les LA baissant fortement les possibilités de promotions** tombent comme une punition supplémentaire sur la tête de collègues déjà éprouvés par le gel du point d'indice. Sur la question du pouvoir d'achat, des conditions de travail ou de la lutte contre la précarité (rassemblement du 4 novembre ici même) la CGT poursuit la mobilisation.

La mise en place à partir d'aujourd'hui de la plage d'accueil réduite à Récipello est bien une nouvelle preuve que nous ne disposons plus de moyens suffisants pour assurer nos missions.

Ce manque de moyens est la seule raison qui pousse la Direction à fusionner les services en Balagne.

Tout cela dans la précipitation la confusion et même les pressions.

La CGT s'est rendue 3 fois en Balagne dans la dernière période. Nous avons rencontré les agents bien sûr mais aussi des élus, des secrétaires de mairie et des usagers. La réforme n'est pas acceptée. Elle est très majoritairement rejetée ; au mieux elle est subie. Nous remettons ce jour un 1^{er} relevé de pétitions ; d'autres suivront. Contrairement à ce qui a été fait à Folelli ou certains arguments pouvaient être entendus et débattus, la fusion des services de Balagne ne repose sur aucun critère d'amélioration. **Certes il n'y a pas de suppressions d'emplois dans l'immédiat, mais de fait elles existent déjà dans le réel. En effet à ce jour 4 postes ne sont pas pourvus ou occupés. Et ils le seront d'autant moins si la fusion se fait dans la mesure où les suppressions d'emplois se poursuivent (au moins encore 8 en 2015). Concentrer pour plus facilement supprimer ; voilà la seule boussole de la DGFIP.**

L'objectif de la direction est bien d'éloigner les services de proximité des usagers afin de rompre ce lien physique et le remplacer par un lien informatique aléatoire sans interlocuteurs en Balagne ni même en Corse.

Vous le savez monsieur le Directeur les agents de Balagne font preuve chaque jour d'un professionnalisme remarquable. Tout au long de nos visites aussi bien à Ile Rousse qu'à Calvi nous avons pu mesurer leur implication. Cette réforme rajoute de l'angoisse à une situation déjà très pénible. Des services comme l'enregistrement, la FI ou le contrôle ont déjà disparu fragilisant les structures et les emplois restants. Il est indéniable qu'au delà de l'opposition de fond que la CGT manifeste à l'égard de cette fusion il existe aussi une opposition de forme ne serait ce que dans les délais très courts de sa mise en place. Garantie de maintien à la résidence ; formation ; vision à moyen terme. Rien n'est clair tout est trouble ; rien n'est rassurant. On ne peut faire une réforme dans ces conditions. De plus vous ne respectez pas les instances de concertations. Le dialogue social n'est pas un slogan creux ; il obéit à des règles. En publiant sur Ulysse le projet de mutation des A+ validant par avance la fusion, en ne consultant pas le CHSCT avant toute réforme comme la règle vous l'imposez vous manifestez clairement un mépris pour les agents et leurs représentants. Cela laisse augurer que ce passage en force en annonce bien d'autres comme la fermeture de Moita ou Morosaglia à brève échéance.

La CGT demande donc pour toutes ces raisons l'abandon de votre réforme et l'attribution des moyens rapides et suffisants pour les services de Balagne.